

disent: Vous dépensez trop, vous en faites trop, vous en prenez trop en taxes, et vous vous servez trop du pouvoir d'emprunt du gouvernement.

Monsieur le président, il n'y a pas moyen d'arriver à une société plus juste à moins que le gouvernement se serve de son pouvoir d'emprunter ou de taxer pour répartir les richesses et les bénéfices dans l'économie et dans la société en général.

● (2042)

[Traduction]

Il est très curieux que chaque fois que le gouvernement propose de remettre à l'entreprise privée certains services qui se sont révélés efficaces, comme le programme d'assurance des bateaux de pêche, les installations de recherche du ministère des Pêches à Halifax et d'autres installations de recherche sylvicole, on entend des députés, conservateurs surtout, critiquer le gouvernement et se scandaliser d'une pareille mesure.

Une voix: Il n'est pas conservateur.

M. Breau: Je ne parle pas de lui mais du parti conservateur. Ce dernier affirme qu'on ne devrait pas laisser ces services à l'entreprise privée. Je suis ici depuis un peu plus de dix ans.

Une voix: Depuis trop longtemps.

M. Breau: Le député de Calgary-Centre (M. Andre) dit que c'est trop longtemps. Comme je suis moins ancien que lui, si c'est trop longtemps pour moi cela doit l'être beaucoup plus pour lui. Au cours des dix années que j'ai passées ici, les conservateurs n'ont cessé de répéter qu'il fallait laisser ces choses à l'entreprise privée car celle-ci est plus efficace et plus expéditive. Et chaque fois que le gouvernement agit ainsi, des députés conservateurs, entre autres le député de Victoria—j'oublie le nom de sa circonscription...

Une voix: Vous voulez dire Esquimalt-Saanich.

M. Breau: Le député se lève pour déplorer la chose. Il y a une dizaine de jours, je l'ai entendu dire au cours de la période des questions qu'on ne devrait pas remettre à l'entreprise privée certaines installations de recherche qu'exploite le gouvernement fédéral.

M. Orlikow: Et pour une fois il avait raison.

M. Breau: Les députés devraient se décider d'une façon ou de l'autre. Ou bien nous donnons davantage au secteur privé ou bien nous ne le faisons pas. A mon avis, ni le peuple canadien ni le Parlement ne se laisseront prendre au jeu des députés d'en face qui sont incapables de se décider et qui essaient de miser sur les deux tableaux.

M. Woolliams: Pourquoi ne nous adressons-nous pas aux électeurs? Vous n'avez pas voulu annoncer des élections au printemps ou à l'automne. Décidez-vous!

M. Breau: Si le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) veut prendre la parole, qu'il le fasse. Il n'est pas timide. Normalement, c'est un très bon orateur. Il peut prendre la parole pendant un débat et prononcer un bon discours sur n'importe quel sujet. Je suis certain qu'il continuera à faire comme par le passé et qu'il prononcera un discours s'il veut me répondre.

Pour ma part, je suis convaincu que le gouvernement doit se servir de son pouvoir d'emprunt pour intervenir dans l'économie. Il doit s'en servir pour prendre en main les richesses financières du pays et les répartir de façon à mieux les partager entre les diverses régions du Canada. J'ai signalé au

Pouvoir d'emprunt—Loi

ministre des Finances (M. Chrétien), et il m'a dit qu'il réfléchirait sérieusement à ma proposition, que l'une des choses que nous devrions faire pour stimuler l'économie serait de mettre sur pied un programme spécial qui permettrait au gouvernement d'aider à lancer d'importants projets d'infrastructures industrielles dans le domaine de l'énergie, le domaine des pêches et d'autres domaines où le gouvernement fédéral doit normalement dépenser de l'argent parce que le secteur privé ne peut pas tout faire. Par exemple, dans le domaine des pêches, nous devons fournir des quais et des installations maritimes et, dans le domaine de l'énergie, nous devons fournir des pipelines et d'autres installations dont nous aurons besoin plus tard.

M. Andre: Le secteur privé est tout à fait disposé à le faire. Vous n'avez pas besoin de vous en mêler.

M. Breau: Le gouvernement devrait favoriser la réalisation de tout projet qui requiert des dépenses de deniers publics. Nous avons un surplus de main-d'œuvre, ou si vous préférez, de population active. C'est cela le chômage, en définitive. Le gouvernement devrait disposer d'un pouvoir spécial d'emprunter à l'étranger, pour ne pas compromettre la stabilité des taux d'intérêt dans notre pays, et utiliser ces fonds expressément pour aider les gouvernements provinciaux et le secteur privé à réaliser les grands projets d'infrastructure dont nous aurons besoin d'ici 20 ou 25 ans, dussions-nous payer des taux d'intérêt plus élevés. Un bon nombre de ces projets ne sont peut-être pas économiquement réalisables actuellement, mais ils pourraient être rentables à plus ou moins long terme.

Ce que je propose, c'est que nous utilisions dès maintenant notre pouvoir d'emprunt en conjonction avec notre surplus de main-d'œuvre pour entreprendre la réalisation de ces projets. Beaucoup d'études ont confirmé que d'ici dix ans nous connaîtrons une pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur de la construction, ce qui signifie que nous entreprendrons la construction de grands ensembles industriels et que nous devons importer de la main-d'œuvre étrangère. J'estime que nous devrions emprunter pour pouvoir entreprendre dès maintenant la réalisation de ces projets.

[Français]

Monsieur le président, je crois que ce bill devrait recevoir l'approbation du Parlement pour les raisons que le ministre des Finances (M. Chrétien) a expliquées au comité et à la Chambre. Premièrement, il a dû contracter des emprunts en dehors du pays, en Allemagne et aux États-Unis particulièrement, afin de convertir ces fonds étrangers en dollars canadiens pour s'assurer que les fluctuations des changes se fassent de manière ordonnée. Comme aujourd'hui le dollar se comporte mieux, on peut vendre des dollars pour s'assurer que l'augmentation soit ordonnée. Il est important d'agir ainsi lorsqu'il y a des pressions sur le dollar, des pressions qui sont bien souvent de sources spéculatives. Je crois que pour cette raison il est important pour le gouvernement de chercher à convertir par des emprunts ou autrement les réserves étrangères en dollars canadiens pour s'assurer que les fluctuations se fassent de manière ordonnée. Même là-dessus il est difficile de comprendre ce que serait la position du parti progressiste conservateur, parce que chaque fois que des données nous ont démontré que le gouvernement avait converti les réserves étrangères en dollars canadiens, les députés de l'opposition, particulièrement les progressistes conservateurs, se levaient et criaient au scandale